

## Initiative communale



Les initiants estiment qu'une réduction du nombre de municipaux augmenterait l'efficacité du collège et de l'administration. ARC-A

# Les Vert'libéraux veulent biffer deux municipaux

**Le parti a déposé hier une initiative exigeant de réduire de 7 à 5 le nombre d'élus à l'exécutif lausannois**

**Julien Magnollay**

Les Vert'libéraux ont trouvé leur arme de campagne pour se profiler sur la scène politique lausannoise, d'où ils sont encore absents. Et ce, à trois mois des élections communales. Hier, ils ont déposé une initiative communale demandant le passage de 7 à 5 municipaux, comme c'est le cas à Genève, à Fribourg ou encore à Berne. L'idée avait déjà été avancée par le parti début décembre (24 heures du 3 décembre 2010), puis reprise en partie par l'UDC, qui avait déposé une motion. Les Vert'libéraux partent aujourd'hui au combat. Ils ont jusqu'à mi-avril pour récolter un peu plus de 8000 signatures.

**«Charge pas si énorme»**

«Actuellement, il y a des municipaux qui n'ont pas assez à faire, estime Benjamin Leroy-Beaulieu, membre du comité d'initiative. Ils

font surtout de la représentation, vont serrer des mains au Comptoir Suisse. C'est de la politique, pas du travail. Je constate aussi que ceux qui dirigent les deux plus gros dicastères - Olivier Français et Daniel Brélaz - ont encore le temps d'aller à Berne. C'est la preuve que la charge n'est pas si énorme que ça.»

Ce candidat Vert'libéral à la Municipalité de Lausanne estime qu'une réduction à cinq du nombre de municipaux augmenterait l'efficacité du collège et de l'administration en général. «Le but est surtout que les dicastères se réorganisent, que certains services fu-

sionnent. Bref, que la Municipalité fasse le choix de ses missions prioritaires.»

Pour Benjamin Leroy-Beaulieu, la ville pourrait par exemple se séparer de ses Pompes funèbres. Ou fusionner ses Services Industriels avec la Romande Energie. «Prenez la Direction des écoles: toutes les décisions sont prises par le canton. Pourquoi mettre un municipal à sa tête, alors qu'un administrateur suffirait?»

**Renforcer l'administration**

Pour le syndic Daniel Brélaz, la diminution des municipaux aurait

surtout pour conséquence de renforcer la puissance de l'administration au détriment des élus. «Les Vert'libéraux montrent qu'ils considèrent les élus comme des incapables, des nuisances. Cela revient à nier le vrai contrôle démocratique.»

Pour le syndic, se défaire des Services Industriels (SI) serait une grosse erreur. «Cela péjorerait de 10 à 20 millions de francs le budget annuel de la ville. Surtout, Lausanne perdrait son influence sur la politique énergétique. Cela montre que les Vert'libéraux sont davantage ultralibéraux que Verts.»

## Un radical dans le comité d'initiative

● Le comité d'initiative est composé de quatre Vert'libéraux et, surprise, d'un membre du Parti libéral-radical lausannois (PLR), Marc Comina. Ce directeur du bureau vaudois d'une grande agence de communication, entré chez les radicaux en 2005, fut conseiller de Jacqueline de Quattro lors de sa campagne en 2007, candidat au Conseil communal de Lausanne et au Conseil national. Ne craint-il pas

de savonner la planche de son propre parti, en œuvrant pour une autre formation en pleine campagne électorale? «Je ne suis pas dans ce comité en tant que PLR. Il s'agit d'un engagement citoyen. Cela fait plus de cinq ans que je prône la réduction du nombre de municipaux à Lausanne. Et même du nombre de conseillers communaux. Jacques-André Haury (ndlr: président des Vert'libéraux

vaudois) m'a proposé un projet auquel je crois, je n'ai aucune raison de me retenir. Mais je ne vais pas m'engager au-delà de quelques conseils stratégiques. Je n'ai aucune ambition politique et il est exclu que je rejoigne un jour les rangs des Vert'libéraux. Cela dit, il était temps que cette initiative soit lancée, avant que l'UDC ne s'empare de cet excellent projet pour se profiler à Lausanne.»